

POINT/L'EAU AU PROCHE-ORIENT

Le partage d'une ressource stratégique

« En 1995, la Jordanie, Israël et la Cisjordanie occupée auront virtuellement épuisé toutes leurs sources d'eau renouvelables s'il n'y a pas de changement radical de la consommation », écrivaient, il y a près de huit ans, deux experts de l'Institut de recherche sur le Proche-Orient de l'université de Pennsylvanie.

Depuis, la situation ne s'est pas améliorée, bien au contraire. Aussi, le dossier de l'eau figure-t-il en très bonne place sur la table des négociations dites « multilatérales » qui com-

mencent mardi 28 janvier à Moscou. Au même titre que la protection de l'environnement, le développement économique concerté et le désarmement, que doivent discuter Israël, l'ensemble des pays arabes et la plupart des grandes puissances de la planète, dans la perspective d'une paix globale au Proche-Orient.

La question du partage de l'eau, dans cette partie du monde, largement désertique, est d'autant plus importante que l'explosion démographique, la croissance de l'agriculture

et de l'industrie, qui aggravent une consommation anarchique, raréfient de façon dramatique une ressource naturelle, vitale et stratégique entre toutes.

La maîtrise de l'approvisionnement en eau a déjà été, dans le passé – en 1967, notamment, – l'un des principaux enjeux du conflit israélo-arabe. Elle pourrait être la cause majeure d'une prochaine guerre à moins qu'elle ne devienne, dans le cadre du processus lancé à Madrid, une arme de la paix...

Le Jourdain, principal enjeu

Après celui de l'avenir politique des territoires occupés, le problème de la répartition des ressources en eau entre Israéliens, Libanais, Syriens, Jordaniens et Palestiniens est incontestablement le plus compliqué à résoudre. En l'absence d'une législation internationale définie, tout accord nécessite une certaine coopération, d'autant plus difficile à établir que le réseau hydraulique ignore les frontières.

La situation des différents pays de cette partie du Proche-Orient n'est pas totalement comparable, Libanais et Syriens étant, pour le moment, les moins sévèrement touchés par la pénurie. Mais il est évident que la Cisjordanie, le Golan syrien, le sud du Liban, occupés par Israël, sont des régions d'une importance vitale pour ce pays. Un récent rapport des Nations unies indique que 67 % de la consommation d'Israël en eau provient de l'extérieur de ses frontières de 1948, 35 % de la Cisjordanie et des affluents du Jourdain, 22 % du plateau du Golan.

En occupant ce plateau où la pluviométrie est abondante, ainsi qu'une portion du Liban, Israël s'est en effet assuré la maîtrise des trois éléments formant le cours supérieur du Jourdain, c'est-à-dire les rivières Hasbani (au Liban), Baniyas (en Syrie) et la source du Dan (en territoire israélien, depuis l'annexion de sept villages libanais en 1949). Or le Jourdain alimente le plus grand réservoir d'Israël, le lac de Tibériade.

C'est à partir de cette « mer de Galilée » qu'Israël a réalisé son aqueduc « national » qui va jusqu'au désert du Néguev. Cette canalisation stratégique - contre laquelle le Fatah de Yasser Arafat avait revendiqué sa première opération, le 1^{er} janvier 1965 - pompe la plus grande quantité des eaux du Jourdain, qui se jette dans la mer Morte.

Outre le Jourdain, les deux principales sources d'approvisionnement en eau d'Israël sont des nappes souterraines dont l'une se situe entièrement en Cisjordanie. Une des premières initiatives de l'Etat hébreu au lendemain de l'occupation de ce territoire, après la guerre de 1967, avait d'ailleurs été de déclarer l'eau « ressource stratégique sous contrôle militaire ». Depuis cette date, les Palestiniens de ce secteur se sont vu interdire tout creusement de puits, et la surface des terres irriguées exploitées par eux en Cisjordanie est tombée de 27 % avant 1967 à 3,7 % aujourd'hui. Les quelque cent mille colons israéliens en Cisjordanie utilisent aujourd'hui quasiment autant d'eau que le million de Palestiniens, approximativement 100 millions de mètres cubes contre 137. On estime que 83 % de l'eau de la montagne aquifère en Cisjordanie est utilisée par Israël dans ses frontières de 1948 ou en Cisjordanie.

La clé des frontières

Cette dépendance israélienne vitale fait d'ailleurs dire à Zeev Schiff (1), le chroniqueur militaire d'Haaretz : « Sans une garantie de coopération et sans ajustement spécifiques sur sa frontière est permettant de mettre à l'abri une part de ses sources d'eau, Israël ne devrait accepter aucun retrait de Cisjordanie. Il est important que les experts en eau jouent un rôle décisif dans la détermination des frontières définitives d'Israël. »

La situation à Gaza, où s'entassent six cent cinquante mille Palestiniens sur une étroite bande de 360 kilomètres carrés le long de la Méditerranée, est encore plus explosive. Surexploitée à la fois par la population arabe, les dix mille colons et les fermiers israéliens qui jouxtent ce territoire, la nappe phréatique s'est épuisée à tel point que l'eau de mer y pénètre, la rendant saumâtre. « Dans trois ans, l'eau douce aura disparu de Gaza, et la proportion de chlore dépasse déjà les normes sanitaires », affirme un expert.

Pour sa part, la Jordanie connaît déjà un déficit évalué à 40 %, qui pourrait atteindre 65 % en l'an 2005, alors que la population du pays (3,4 millions d'habitants) aura augmenté de plus de 70 %. La

consommation moyenne par habitant est de l'ordre de 250 mètres cubes par an, contre une moyenne mondiale de 1 000 mètres cubes. Les 730 millions de mètres cubes consommés annuellement en Jordanie (2 milliards de mètres cubes pour Israël) proviennent des nappes phréatiques ou des eaux de pluie, très irrégulières et mal réparties. Jugée alarmante, la situation ne saurait être grandement améliorée par les mesures de rationnement ou la diminution des surfaces irriguées décidées par le gouvernement.

De petits barrages de retenue

M. Elias Salameh, professeur à l'université et expert reconnu, affirme : « Nous devons exiger avant tout notre part des eaux internationales. Nous devons réclamer notre part du Jourdain, dont les 640 millions de mètres cubes par an sont entièrement exploités par Israël. » Pour remédier à la « perte » du Jourdain, la Jordanie avait, dès avant 1967, commencé à construire un barrage pour retenir les eaux du Yarmouk, dont le niveau dépend de la courte saison des pluies d'hiver. Principal affluent du Jourdain, le Yarmouk, qui prend sa source en Syrie, rejoint le Jourdain à dix kilomètres au sud du lac de Tibériade.

Les installations de ce premier barrage ont été détruites par l'armée israélienne en 1967. Depuis, un deuxième projet, plus en amont, résultat d'un accord conclu en 1987 entre Amman et Damas, a été établi à la frontière jordano-



FROM 1st page →

syrienne. Dénommé barrage de l'unité, il aurait une capacité de retenue de 220 millions de mètres cubes par an. Outre l'irrigation de plusieurs milliers d'hectares dans la vallée du Jourdain, il permettrait de fournir 50 millions de mètres cubes supplémentaires pour les agglomérations d'Amman et de Zarqa, en produisant en outre de l'énergie électrique, dont la Syrie bénéficierait à hauteur de 75 %. Jugé réaliste par les experts, ce projet est lié à l'accord d'Israël, pour l'instant refusé, sans lequel la Banque mondiale ne veut pas s'engager, compte tenu de l'expérience précédente.

Beaucoup de spécialistes en sont persuadés : la volonté israélienne de garder le Golan tient plus à des

considérations ayant trait à l'eau qu'à une exigence de sécurité, mise à mal par les tirs de missiles irakiens durant la guerre du Golfe. A part le fait que le plateau contribue pour 22 % à l'approvisionnement en eau d'Israël, il donne à Damas un moyen de contrôle sur le niveau du lac de Tibériade, donc sur le fonctionnement de l'aqueduc « national ». Mais, de son côté, la Syrie, qui dispose actuellement de 18 milliards de mètres cubes d'eau par an, a besoin d'une partie de cette quantité pour le développement du Sud, qui souffre d'un grave déficit, et pour pallier l'insuffisance dont souffrent d'autres régions.

Le débit de la source qui alimente Damas a été réduit par quatre, selon le ministre des ressources

hydrauliques, et la capitale syrienne connaît jusqu'à quatorze heures de coupures d'eau par jour. L'Euphrate, qui arrose le nord-est du pays, est surexploité, et son utilisation dépend aussi de la Turquie. Quant à l'Oronte, qui naît au Liban et se jette dans la Méditerranée, en Turquie, il est essentiel au développement rural de la région du Ghab, qui couvre une surface de 140 000 hectares et fournit l'électricité aux villes de Homs et Hama. Conscients des difficultés à venir, les Syriens multiplient partout où c'est possible les petits barrages de retenue et ont entrepris des études pour chercher de l'eau encore plus profondément.

Théoriquement plus privilégié, le Liban est le seul pays de la région à posséder entièrement un fleuve, le Litani, sur son territoire. Les visées israéliennes sur ce fleuve, convoité avant même l'indépendance du Liban, reviennent périodiquement. Or les experts libanais sont formels : les projets concernant la mise en valeur - par l'irrigation - du sud du pays, largement défavorisé, la fourniture d'eau potable et d'électricité ne permettront pas de générosité.

Selon M. Ziad Hajjar, du ministère de l'irrigation, le Liban, en l'an 2000, connaîtra en année sèche un véritable déficit. Donc les autorités de Beyrouth n'entendent pas céder sur le Litani, mais soulever au contraire la question des 320 millions de mètres cubes que « vole » Israël dans le Hasbani et ses affluents ou dans le pompage de la nappe phréatique de cette région occupée, dans laquelle les Libanais n'ont plus le droit de creuser de puits.

(1) Security for Peace: Israel's Minimal Security Requirements in Negotiations with the Palestinians - Policy Papers. Editeur: The Washington Institute for Near-East Policy, 1989.

Dessalement, recyclage et... maturité politique

Contrôle de la démographie, réforme des méthodes d'agriculture et d'irrigation, développement économique concerté, de même que dessalement de l'eau de mer et recyclage des eaux usées, sont les solutions le plus souvent avancées par les experts pour remédier à la crise.

« Richesse naturelle, l'eau n'a pas reçu dans la région la même attention que le pétrole, et sa sauvegarde demande une maturité politique » qui suppose le règlement du conflit israélo-arabe, affirme M. Farouk Ghandour, président du groupe Metito, seule compagnie arabe à travailler sur le dessalement ou le recyclage des eaux. Selon lui, la pression démographique dans les pays arabes et l'immigration en Israël aggravent le problème; il cite l'exemple de l'Egypte qui, « en trente ans, de 1950 à 1980, a vu son volume d'eau par tête divisé par cinq ».

Changer les mentalités

La volonté de chaque pays de développer sa propre agriculture, au mépris des coûts et de la dépense supplémentaire d'une eau qui n'est pas payée à son juste prix, le manque d'attention à l'entretien des réseaux d'adduction, ayant pour conséquence d'énormes déperditions, sont autant de facteurs qui doivent aujourd'hui être pris en compte pour assurer l'approvisionnement de tous.

Adopté par les pays du Golfe, le dessalement divise toutefois les experts, étant donné son

prix : environ 1,80 dollar le mètre cube. Il pourrait toutefois se concevoir dans plusieurs autres pays. Comme l'a suggéré récemment M. Raphaël Eytan, ancien ministre de l'agriculture israélien, il peut être envisagé de consacrer une partie du budget de la défense à la construction d'usines de dessalement, « puisque avec le coût d'un seul avion F15 on pourrait traiter 17 millions de mètres cubes ». Mais ces usines sont toutefois très vulnérables en cas de conflit, comme l'a montré la guerre du Golfe.

Beaucoup moins coûteux - 30 cents le mètre cube - est le recyclage des eaux usées, déjà employé en Jordanie ou en Israël; il pose cependant, selon M. Ghandour, des problèmes d'ordre culturel et religieux, même si certains ulémas reconnaissent que le procédé est admissible au regard de l'islam. Et cela suppose toute une infrastructure, donc des moyens financiers importants. Or, à l'heure actuelle, dans la plupart des pays de la région, l'eau n'est pas payée à son prix réel.

Un véritable changement des mentalités est nécessaire pour que des solutions nouvelles soient trouvées. Celles-ci exigent, en tout état de cause, la création d'un organisme supranational chargé à la fois d'évaluer en permanence les besoins de chacun et de suggérer la réponse à apporter. On n'en est certes pas là, même si la situation actuelle, tous en conviennent, ne peut guère durer.

1-29-92



La Turquie pourrait relancer son projet de « pipeline de la paix »

1-29-92

Invitée aux négociations multilatérales, la Turquie occupe une place très importante sur la carte du réseau hydraulique de la région. C'est sur son territoire que se situent les sources du Tigre et de l'Euphrate, le premier de ces grands fleuves traversant ensuite tout l'Irak et le second arrosant à

la fois ce pays et la Syrie. Bien qu'ils s'en défendent, les dirigeants turcs sont régulièrement accusés par Damas et Bagdad d'user de l'eau comme d'une arme. Il est significatif que le seul accord bilatéral qui détermine la quantité d'eau dont la Syrie bénéficie - 500 mètres-cubes/seconde

- ait été signé en 1987 avec Ankara, parallèlement, affirme-t-on d'origine turque, à un engagement de Damas à prévenir les raids des rebelles kurdes en Turquie à partir de la Syrie.

Pour toutefois démontrer la bonne volonté de son pays, M. Turgut Ozal, alors premier ministre, avait en 1986 lancé l'idée d'un « pipeline de la paix » (1) qui pourrait fournir 6 millions de mètres cubes d'eau douce par jour, provenant des rivières Seyhan et Ceyhan, à la Syrie, la Jordanie, l'Arabie saoudite et aux autres Etats du Golfe. Ce projet, dont le coût était estimé, à l'époque, à 20 milliards de dollars, n'a pas dépassé les 2,7 millions de dollars dépensés par la Turquie pour l'étude préliminaire, et les premiers contacts diplomatiques pris en 1988 avaient révélé tout de suite la réticence des pays du Golfe à se placer en situation de dépendance pour une ressource aussi stratégique que celle de l'eau.

Un accord Qatar-Iran

La guerre du Golfe n'a fait qu'aggraver cette crainte. Interrogé en juillet dernier sur ce projet, le ministre de l'eau et de l'électricité des Emirats arabes unis affirmait que « les Etats du Golfe avaient décidé de geler ce projet, les usines de dessalement coûtant nettement moins cher ».

Les riches pays du Golfe, où l'énergie est bon marché, tirent actuellement en effet 70 % de leurs besoins en eau potable d'une quarantaine d'usines de dessalement de l'eau de mer. Celles-ci

fournissent quelque 4 milliards de litres d'eau par jour, dont près de la moitié produits par l'Arabie saoudite. Selon les experts, toutefois, les besoins en eau potable des pays de cette région devraient augmenter de 150 % en vingt-cinq ans, sans compter l'augmentation, dans des proportions quasi identiques, des besoins de l'industrie et de l'agriculture.

Au déplaisir de certains de ses voisins, le Qatar a récemment signé avec l'Iran un accord pour la fourniture d'eau de la rivière Karoun, située au sud-ouest de l'Iran. L'eau serait acheminée par un aqueduc long de quelque 1 800 kilomètres dont les frais de réalisation, estimés à 13 milliards de dollars, seraient assurés par cet émirat pétrolier. La prudence commande toutefois d'attendre le début des travaux pour voir si cette coopération éminemment politique va se poursuivre.

Face à ce projet avec l'Iran - qui ne sera pas représenté à Moscou - la Turquie va sans doute relancer son idée de « pipeline de la paix ».

(1) Le projet prévoyait la construction de deux pipelines enfouis à 2 mètres sous terre. L'un, long de 2 700 kilomètres, traverserait la Syrie, les hauteurs du Golan, la Jordanie et l'Arabie saoudite pour alimenter les villes de Tabouk, Médine, Yanbu, La Mecque et Djeddah. L'autre, long de 3 900 kilomètres, fournirait l'eau aux autres Etats du Golfe en desservant d'abord le Koweït.

Dossier établi
par Françoise Chipaux

